



# BERNE JOUE GUERRE DES

**POLÉMIQUE** Le Conseil fédéral ne veut plus soutenir la création de places d'accueil. Au Conseil national, le vote s'annonce épique.

**M**ieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle est devenu un mantra partagé par quasi tous les partis à Berne. Depuis 2003, la Confédération subventionne la création de places d'accueil. Reconduit de quatre ans en quatre ans, le programme arrive à son terme cette année. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) propose de le prolonger à raison de 130 millions de francs sur quatre ans. Mais cette fois, le Conseil fédéral s'y oppose, estimant que les communes et cantons doivent prendre le relais.

Pour Christine Bulliard Marbach (PDC/FR), présidente de la CSEC, «le Conseil fédéral dit que ce programme d'incitation n'a plus de raison d'être. Mais la majorité de la commission estime que ce n'est pas le cas, il n'y a pas assez de

places d'accueil et nous devons poursuivre l'effort.»

Depuis quinze ans, ce programme a permis de verser pour plus de 350 millions de francs de subventions. Il a été prolongé deux fois, en 2011 et en 2015. Au départ, il a eu de la peine à intéresser, mais depuis, communes et cantons ont compris l'intérêt à utiliser cet argent pour lancer de nouveaux projets. Ainsi, 33 000 places d'accueil de jour et 24 300 places parascolaires ont bénéficié de ce coup de pouce à raison de 5000 francs et 3000 francs la place. Le canton de Vaud, par exemple, a pu subventionner plus de 9000 places d'accueil, Genève 3300, Neuchâtel et le Valais environ 2300.

## **Situation schizophrénique**

Pour Mathias Reynard, la recomposition du Conseil fédéral n'est

Le Conseil fédéral ne veut plus  
subventionner la création  
de places d'accueil.  
Le Parlement va-t-il le suivre?



# À LA CRÈCHES

pas étrangère à sa prise de position: «Avant Ignazio Cassis, il avait toujours soutenu cette aide... Mais depuis le début des discussions pour le prolonger une troisième fois, les votes ont toujours été serrés en commission. Si le Conseil national suit le Conseil fédéral, dès le 1er janvier, il n'y aura plus un franc pour aider à la création de places d'accueil.»

Pour Laurent Wehrli (PLR/VD), «La situation est schizophrénique. D'une part, on parle d'une aide au démarrage... La reconduire encore une fois voudrait dire qu'elle devient quasi pérenne et la Confédération n'a pas les bases légales pour le faire. De l'autre, cette aide s'est avérée essentielle.»

Isabelle Moret (PLR/VD) votera clairement oui: «Je trouve que



« Avant Ignazio Cassis,  
le Conseil fédéral avait  
toujours soutenu cette aide »

Mathias Reynard, conseiller national (PS/VS)

La Chambre du peuple se prononcera le 12 juin prochain. L'UDC et le PLR tenteront de réunir leurs majorités pour empêcher le PDC et le PS d'avoir les 101 voix nécessaires pour passer le cap du frein aux dépenses. «La clé du vote, analyse Mathias Reynard, réside dans la position des PLR romands, connus pour être plus centristes.»

l'on manque encore de places et de solutions pour les parents. Je suis donc favorable à ce que l'on reconduise ce programme pour quatre ans.»

Christine Bulliard veut parier sur le succès: «C'est le moment de montrer qu'on veut continuer à aller de l'avant.»

● ÉRIC FELLEY  
eric.felley@lematin.ch